

certaines déclarations qu'a faites le premier ministre aujourd'hui sont exactes, nous ne sommes pas encore en état de guerre et c'est au Parlement qu'il appartient de décider si nous sommes en guerre. S'il en est ainsi nous devrions le savoir. Durant un bon nombre d'années, le premier ministre nous a dit que le Parlement en déciderait. Voilà une expression magnifique mais plutôt ambiguë. Qu'est-ce que nous allons décider? D'après certaines des déclarations publiées ces jours derniers, nous sommes en guerre et tout ce que le Parlement peut faire, c'est de décider de l'importance et de la nature de notre contribution. Voilà ce que l'on a dit, je crois. Si, en sus de décider de l'importance et de la nature de notre aide dans la présente guerre, nous sommes encore capables de décider de ne pas participer à la guerre, j'en serais sur toute la ligne. Que vous approuviez l'entrée du Canada dans la guerre ou qu'il se tienne à l'écart, vous conviendrez, je crois, que nous devrions avoir quelques précisions touchant une question de cette importance.

M. HANSON: Sommes-nous en guerre ou ne le sommes-nous pas au sens de la Fédération du commonwealth coopératif?

M. WOODSWORTH: En mettant la loi des mesures de guerre en vigueur, le premier ministre s'est probablement tenu dans les limites de ses droits légaux. Je lui signalerai, toutefois, que l'application de cette loi, pour la première fois, eut lieu alors qu'une guerre était effectivement en cours. La teneur de cette loi peut autoriser le Gouvernement à prendre certaines mesures préventives, mais je soutiens que si nous ne sommes pas en guerre les dispositions compliquées et les énormes dépenses auxquelles le pays s'est engagé n'étaient pas nécessaires. Je remercie le premier ministre de la grande marque de considération donnée à quelques-uns de nous qui appartenons à des groupes minoritaires en nous faisant part de la gravité de la situation. En toute sincérité, je veux dire combien j'apprécie ce geste. Je tiens également à louer le Gouvernement d'avoir convoqué le Parlement sans délai. Je ne sais pas qu'on le puisse louer, ainsi que je l'avais presque espéré, d'avoir exposé une politique ministérielle.

Je voudrais examiner plusieurs questions, dont le premier ministre a déjà effleuré quelques-unes. J'aimerais tout d'abord connaître quelle est la responsabilité du Canada relativement aux conséquences de la politique britannique. En d'autres occasions, j'ai tenté de me joindre à ceux qui professaient que nous n'étions plus des coloniaux. J'étais d'avis que nous devrions poursuivre une politique indépendante, et cependant, jusqu'à la récente déclaration du premier ministre, le Gouverne-

ment actuel, apparemment, a servilement calqué sa politique sur celle du gouvernement britannique. En ces temps derniers, la Société des Nations n'a pas fonctionné. En théorie, le Canada est une nation indépendante. En pratique, toutefois, nous sommes restés dans notre politique étrangère, intimement associés au Royaume-Uni. Si j'ai bien compris le premier ministre, le Canada a eu pour politique, dans le passé, de s'abstenir de toute relation avec le conseil d'Empire. Le premier ministre voudrait, cependant, que nous appuyions la Grande-Bretagne jusque dans les conséquences des politiques que nous n'avons en rien contribué à formuler. Je ne crois pas que cela puisse continuer. Je m'exprime, je pense, comme le ferait tout citoyen de Grande-Bretagne. Vivant sous des institutions britanniques, nous réclamons le droit d'établir notre propre politique et de ne laisser en rien ce soin à personne de l'extérieur. J'espère que le premier ministre est de cet avis. Mais, je crains que le chef de l'opposition (M. Manion) ne le partage pas.

Parlons clairement sur ces questions. A mon sens, la situation du moment est presque entièrement la conséquence des bêtises de M. Chamberlain.

Des VOIX: Non, non.

M. WOODSWORTH: Oui, c'est du moins mon opinion. Je me suis renseigné sur les événements dans les journaux anglais. J'ai lu bon nombre de journaux ouvriers d'Angleterre et je suis bien au courant de ce qui s'est passé.

Une VOIX: Que dites-vous de Ramsay MacDonald?

M. WOODSWORTH: Je sais comment certains grands financiers de la Grande-Bretagne ont donné de l'importance à M. Hitler. A mon sens, quiconque a étudié les attitudes adoptées par le Gouvernement britannique depuis un an ou deux,—ses agissements lors de la guerre d'Espagne, par exemple,—sait que c'est ce qui a, pour ainsi dire, favorisé l'ascension de Hitler. Maintenant que les choses sont rendues trop loin, l'Angleterre lance un appel pressant non seulement chez elle mais par le monde entier pour qu'on l'aide à se tirer du guêpier où elle se trouve à la suite des maladresses de son gouvernement. Il me semble que le Canada ne devrait pas accepter de responsabilité à ce sujet puisque nous n'avons pas été consultés.

Plus que cela, je désirerais faire remarquer que le Canada est situé sur le continent nord-américain. Notre pays fait partie de l'Amérique du Nord, tant géographiquement qu'économiquement. Nous devons suivre l'exemple que nous donnent nos voisins en matière de